

VRAIMENT PUBLIC

Une campagne de la CSN pour déprivatiser, décentraliser et démocratiser la santé et les services sociaux.



Solidaire depuis 1921

OCTOBRE 2024

BULLETIN D'INFORMATION CSN EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

WWW.VRAIMENTPUBLIC.ORG

À LA RENCONTRE DE LA POPULATION POUR UN RÉSEAU VRAIMENT PUBLIC



Tout au long de l'été, des militantes et des militants de la CSN se sont déployés dans des lieux achalandés, partout au Québec. Leurs actions ont permis de sensibiliser des milliers de citoyennes et de citoyens aux dangers de la privatisation en santé et dans les services sociaux et de leur présenter les solutions que nous proposons.

Cet automne, nous passons à un niveau supérieur de mobilisation. D'une part, une vaste campagne d'affichage et de publicité est en cours pour attirer l'attention du public. De nombreuses activités sont prévues au cours des prochaines semaines, notamment un grand rassemblement contre la privatisation du réseau qui se tiendra à TROIS-RIVIÈRES, LE 23 NOVEMBRE.

Plusieurs artistes, dont le groupe invité VALAIRE, des conférencières et des conférenciers, sont attendus pour l'occasion. La comédienne engagée EVE LANDRY animera l'événement qui vise à donner un nouveau souffle à la mobilisation, avec l'objectif de mousser encore davantage la résistance face à la privatisation croissante en santé et dans les services sociaux. Inscrivez-vous sans tarder auprès de votre conseil central en utilisant le code QR ci-dessous.

Devant les risques de privatisation accrue, de centralisation excessive, d'érosion de la démocratie et de détérioration du filet social, nous proposerons des solutions ordonnées, cohérentes, et ancrées dans la réalité. Plus que jamais, nous l'affirmerons haut et fort : pas de profit sur la maladie !



INSCRIPTION

Grand rassemblement à **Trois-Rivières, le 23 novembre 2024**. Inscrivez-vous sans tarder auprès de votre conseil central en utilisant ce code QR.

LA PRIVATISATION SOUS TOUTES SES COUTURES

Au cours des derniers mois, la CSN a mené un vaste sondage en ligne ainsi qu'une enquête terrain afin de documenter les exemples de privatisation au sein du réseau public et de broser le portrait global de la situation.



LE SONDAGE

Plus de 3000 personnes ont répondu au sondage sur les exemples de privatisation dont elles ont été témoins. Ce sont 52 % des répondantes et des répondants qui ont dit avoir eu recours au secteur privé pour des soins de santé et pour des services sociaux. Parmi les raisons évoquées pour avoir choisi le privé, notons le manque d'accès public :

à la santé sexuelle (tests d'ITSS, hormonothérapie, gynécologie, vasectomie, etc.);

aux médecins de famille, en particulier pour les jeunes familles;

aux diagnostics en santé mentale et en ce qui a trait à l'apprentissage des jeunes en difficulté;

aux médecins spécialistes (ex. dermatologues);

en région plus éloignée (problème pour prévoir des déplacements).

De plus, de nombreux répondants ont soulevé que les plateformes numériques telles que Clic Santé et Bonjour Santé renvoient massivement à des services offerts dans le privé.

On demandait également aux répondants s'ils avaient vécu des problèmes en recourant aux services privés. Plusieurs ont dénoncé notamment des actions inappropriées ainsi que le coût des services, disproportionnés ou mal expliqués.

Enfin, le sondage contenait la question suivante : « Au Québec, les médecins sont des travailleuses et des travailleurs autonomes qui facturent leurs services à l'État. Croyez-vous qu'ils devraient être des employé-es de l'État et des salarié-es, au même titre que les autres employé-es du réseau? » Parmi les personnes sondées, 79 % ont répondu oui. C'est dire à quel point l'orientation de la CSN visant à revoir le mode de rémunération et le statut des médecins est en phase avec les attentes d'une très large partie de la population.

L'ENQUÊTE TERRAIN

En même temps que nous menions ce sondage, une conseillère et un conseiller syndical du Service de recherche et de condition féminine de la CSN ont sillonné le Québec pour aller à la rencontre des premiers témoins de la privatisation à l'œuvre : les travailleuses et les travailleurs sur le terrain. Les résultats de leur recherche seront utilisés notamment dans nos communications et en mobilisation. Cela dit, quelques constats ont déjà été présentés aux délégué-es de la CSN à l'occasion du dernier conseil confédéral qui s'est tenu à Trois-Rivières.

En voici les grandes lignes :

- **Les agentes administratives sont aux premières loges** du grand bal de la privatisation en santé et dans les services sociaux. Elles sont témoins des recours massifs à la main-d'œuvre indépendante et de l'utilisation de l'intelligence artificielle. Elles sont à même de constater de visu le recours à des employé-es de bureau pour la prise de rendez-vous en clinique privée et les conséquences engendrées par le privilège des médecins de pouvoir choisir leur clientèle.
- **Plusieurs salarié-es ont aussi relevé** que les vagues de fusion ont entraîné une perte de sentiment d'appartenance tout en pavant la voie aux fusions de services et à leur privatisation.
- **En ce qui a trait à l'entretien et à la rénovation** des bâtiments publics, le recours à l'entreprise privée est légion, même si les travailleuses et les travailleurs du secteur public donnent de meilleurs services à moindre coût. Parmi les dérapages entraînés par la sous-traitance en ce domaine, notons les contrats non transparents, un travail bâclé qui demande d'innombrables réparations, ainsi qu'une perte d'expertise et de contrôle public.
- **Le transport fait également partie des services** de plus en plus transférés vers des opérateurs privés. On note souvent un manque de professionnalisme dans le transport des personnes ainsi que des dépassements de coût.
- **Par ailleurs, le problème généralisé** des agences privées de placement de personnel est sur toutes les lèvres. Parmi les difficultés rencontrées, on relève les répercussions sur les patients qui ont besoin de stabilité, la déstructuration des équipes de travail et leur dépendance à l'égard de ressources externes. On note aussi les impacts environnementaux et sociaux (logement, services publics...) d'un modèle faisant de plus en plus appel à des personnes provenant de l'extérieur d'une région pour y assurer les services.
- **La tendance à transférer des services professionnels** vers les groupes de médecine familiale, des entités privées, a également été relevée. On craint que le réseau public se décharge de plus en plus de ses responsabilités à ce chapitre.

PLUSIEURS AUTRES TYPES DE PRIVATISATION ont également été abordés, que ce soit dans le soutien à domicile, où les auxiliaires aux services de santé et sociaux (ASSS) du secteur public doivent demeurer le pilier central, dans l'entretien ménager, la stérilisation, l'informatique, les prélèvements, l'imagerie médicale, les chirurgies ou encore la gestion des déchets, entre autres.

DE L'ESPOIR!

L'enquête aura donc permis de documenter les problèmes, mais aussi de mettre en lumière quelques pistes de solution et des gains concrets réalisés par les syndicats. Par exemple, des syndicats ont pu ramener certains services dans le giron du secteur public en rapatriant des travailleuses et travailleurs au sein de l'unité syndicale. Dans un autre ordre d'idées, plusieurs syndicats ont su présenter des propositions concrètes et viables à l'employeur pour éviter la privatisation. Le réseautage des syndicats au sein de coalitions réunissant divers partenaires de la société civile ressort également comme un moyen ayant apporté certains gains. Soulignons finalement que l'accès à l'information, notamment en ce qui a trait aux projets de privatisation, demeure un aspect crucial pour permettre aux syndicats d'intervenir sur le cours des événements.

PAS DE PROFIT SUR LA MALADIE



En septembre et en octobre, des actions se tiennent dans toutes les régions visant des entreprises qui profitent de la privatisation en santé et dans les services sociaux. N'oublions jamais que le but premier d'une entreprise privée est de réaliser des profits. Celle-ci n'est pas là pour assurer l'accès aux soins et aux services dont la population a besoin et de le faire sans égards aux moyens financiers des gens.



LE PRIVÉ A LE VENT DANS LES VOILES

744

EN 2024, on compte pas moins de 744 médecins qui sont désaffiliés de l'assurance maladie du Québec et qui, par le fait même, pratiquent exclusivement dans le secteur privé à but lucratif. Ils étaient 454 il y a à peine quatre ans! EN 2020, un peu plus de 2 % des médecins exerçaient uniquement au privé. Aujourd'hui, ce sont 3,5 % de l'ensemble d'entre eux qui ont déserté le réseau public. Fait à noter : dans tout le reste du Canada, seulement 12 médecins se sont retirés complètement du système public.



QUAND LE MINISTRE DE LA SANTÉ FORCE LA PRIVATISATION



DEPUIS CE PRINTEMPS, le CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal a pu augmenter sa capacité opératoire dans deux hôpitaux, ce qui lui a permis de reprendre, dans le giron public, un certain nombre de chirurgies qui avaient été confiées à la clinique privée Chirurgie DIX30. Selon le CIUSSS, le coût élevé de la chirurgie en ophtalmologie bilatérale demandé par Chirurgie DIX30 a contribué à cette décision.

EH BIEN, LE MINISTRE DE LA SANTÉ, Christian Dubé, ne l'entendait pas ainsi! À peine quelques heures après que le CIUSSS a signalé à l'entreprise privée qu'il allait mettre fin au contrat 30 jours plus tard, le ministre est intervenu pour ordonner au CIUSSS de revenir sur sa décision et de maintenir le contrat tel quel. Bref, pour la CAQ, optimiser les pratiques dans le réseau public, c'est bien, mais protéger les profits des entreprises privées, c'est mieux!

D'AILLEURS, FIN SEPTEMBRE, le gouvernement a présenté un projet de règlement visant à élargir davantage le nombre de chirurgies que les établissements publics déléguent à des centres médicaux spécialisés (CMS) – des entreprises à but lucratif, telles que Chirurgie DIX30.

Retrouvez une foule de solutions pour un réseau vraiment public sur notre microsite de campagne : www.vraimentpublic.org



GRAND RASSEMBLEMENT CSN

PAS DE PROFIT SUR LA MALADIE
POUR UN RESEAU VRAIMENT PUBLIC

VALAIRE
GROUPE INVITÉ

23 NOVEMBRE 2024
COLISÉE DE TROIS-RIVIÈRES

CSN

Pour s'inscrire

